

Le 11 avril 2024

Dépenses de santé

Le MR veut maîtriser la croissance des dépenses en augmentant la qualité des soins

La gauche veut dépenser encore plus en promettant le tout gratuit

Résumé :

Un tweet du Président du PS accuse le MR de vouloir faire des « économies » de 5,9 milliards € par an dans les soins de santé, par rapport à ce qu'il appelle les « dépenses estimées » du Bureau Fédéral du Plan.

Le raisonnement du Président du PS est mensonger, au moins à un double titre :

- le MR souhaite **maîtriser la croissance**, devenue insoutenable, des budgets de santé, ce qui est une responsabilité essentielle des décideurs politiques ;
- les prévisions du Bureau Fédéral du Plan sont des estimations théoriques, basées sur des raisonnements macro-économiques, mais qui n'exonèrent pas les responsables politiques de décider des stratégies nécessaires pour répondre au mieux aux besoins réels de la population.

Ce type d'attaques tente de divertir l'attention des promesses électoralistes et populistes des partis de gauche qui accumulent de manière inconsidérée des listes entières de promesses « gratuites » dans le domaine de la santé, sans jamais expliquer naturellement que ces promesses ne sont jamais gratuites : elles seront toujours payées par l'ensemble de nos concitoyens via les impôts complémentaires qu'ils viendront ensuite leur réclamer.

- En **8 ans** (2016-2024), le montant consacré chaque année aux soins de santé en Belgique a **augmenté de plus de 10 milliards €** pour atteindre 42 milliards € dans le budget 2024 (soit une augmentation de plus de 30% !). C'est le deuxième poste de dépenses de l'Etat après celui des pensions (69 milliards €). Cette augmentation a été notamment rendue nécessaire par la crise du covid-19 mais ce type d'évolution exponentielle est évidemment insoutenable dans le futur. A en juger par la réaction des professionnels de la santé qui sont actifs sur le terrain, cette inflation massive du budget des soins de santé ne s'est pas traduite de manière suffisante par une amélioration de leurs conditions de travail et de rémunération ou de leur capacité à pouvoir fournir dans de bonnes conditions les soins requis par leurs patients.

- Dans son analyse consacrée à la Belgique (« Country Report Belgium », décembre 2023), le Fonds Monétaire International rappelle si notre système de soins de santé est globalement qualitatif, les **dépenses** qui lui sont consacrées sont **significativement plus élevées que dans les autres pays comparables de l'UE, de l'OCDE ou d'autres économies avancées ayant des performances comparables** (n° 19 p. 34) et que **l'efficacité de notre système de soins de santé pourrait être largement améliorée** : « *si le système de soins de santé en Belgique était aussi efficace que la moyenne européenne ou des pays de l'OCDE, il pourrait atteindre les mêmes résultats en étant 20 à 30% moins cher* » (n° 21 p. 35).

Le FMI pointe, à l'aide de critères de comparaison objectifs, au moins quatre domaines où des améliorations sont possibles sans porter atteinte à la qualité des soins, voire en augmentant la qualité de la prise en charge des patients : amélioration des politiques en matière de prévention ; meilleure utilisation des ressources (p.ex. diminution de la consommation excessive de certains médicaments type antibiotiques, antidépresseurs, imagerie médicale, etc.) ; réduction du coût des produits pharmaceutiques (notamment par une plus grande utilisation des médicaments génériques, une plus grande concurrence dans les circuits de distribution et de commercialisation des médicaments, une révision des mécanismes de fixation des prix, etc.) ; réforme de la structure, du fonctionnement et des modes de financement des hôpitaux et des réseaux hospitaliers et des modalités plus adéquates de prise en charge des patients.

- Le MR rappelle que les prévisions du Bureau Fédéral du Plan sont basées sur des **estimations théoriques qui visent à estimer la croissance des besoins réels de la population de manière macro-économique**, incluant le vieillissement de celle-ci (oscillant autour de 1,5%) et des facteurs socio-démographiques, auxquelles sont rajoutées les prévisions en matière d'inflation. Ces prévisions constituent donc une base de projections qui doivent permettre aux responsables politiques de décider quelles politiques ils souhaitent mener. Elles n'exonèrent pas les politiques de leurs responsabilités en matière de gestion.
- Le MR préconise de se doter de **balises financières** permettant d'assurer la soutenabilité financière de notre système de santé, par exemple en liant l'évolution des budgets de santé à **l'évolution des besoins réels de santé de la population**, ainsi qu'en ayant égard à la **croissance du PIB**. A priori, la croissance des budgets de santé devrait être inférieure à ces bornes, sauf naturellement si le gouvernement prend la décision politique de s'écarter de ces balises, pour des raisons qu'il identifie.

Mais il n'y a aucune raison que les politiques de santé échappent à la nécessité de d'abord s'assurer de bien gérer et de gérer de manière efficace les impôts de nos concitoyens. Il ne s'agit pas de réaliser des « économies » mais d'inscrire l'augmentation des budgets consacrés aux soins de santé dans un cadre d'augmentation soutenable et correspondant aux besoins de la population. Pourquoi faudrait-il faire croître ces budgets dans une mesure qui excède les besoins réels de la population ou la richesse effectivement créée dans le pays ? Dans ce domaine comme dans tous les autres, les politiques ont la responsabilité de gérer au mieux l'argent public et de mener les réformes là où elles sont nécessaires avant de dépenser encore plus et de taxer encore plus nos concitoyens, dans un cadre de finances publiques déjà insoutenable (déficits élevés, dette élevée), en reportant la charge de ces dépenses sur les générations qui nous suivent.

- **L'attitude des partis de gauche en la matière est à l'évidence populiste et irresponsable.** A l'occasion de la Journée Mondiale de la Santé, les socialistes du Nord et du Sud du pays ont encore fait une série de déclarations irréalistes, promettant la « gratuité » de toute une série de nouveaux soins et traitements qui viendraient encore aggraver la dérive du budget des soins de santé, sans naturellement expliquer comment ces politiques seraient financées. Les prévisions du Bureau Fédéral du Plan intègrent les politiques nouvelles proposées par l'INAMI, prises pour argent comptant et sans qu'une décision politique de réorientation éventuelle des politiques ait eu lieu.

Chez Ecolo, c'est la gratuité promise pour tous les soins de santé mentale pour les moins de 25 ans. Au PS, on promet tour à tour de réduire le prix des médicaments, la gratuité totale des visites chez le généraliste, le psychologue, le dentiste pour les soins courants, la gratuité des visites à domicile pour les plus de 75 ans, la suppression du ticket modérateur chez les généralistes et les dentistes et on en passe ...

Dans leurs programmes, le PS veut une norme de croissance du budget de l'INAMI de 3% ; le PTB, Ecolo et Les Engagés veulent eux une norme de croissance, non justifiée par l'augmentation des besoins réels de la population de ... 3,5% (!), ce qui représenterait à terme plusieurs milliards de frais et de besoins de financement complémentaires aux besoins réels et à l'inflation !

La gauche n'est jamais à court d'imagination pour faire des promesses d'offrir des choses gratuites, avec l'argent des autres.

Le MR rappelle que rien n'est gratuit pour les citoyens, qui *in fine* seront toujours ceux qui devront supporter le financement de ces propositions par l'augmentation de leurs impôts et donc la diminution de leur pouvoir d'achat.

Avant de promettre faussement le « tout gratuit » et de venir encore plus ponctionner les citoyens, le MR veut améliorer le fonctionnement du système et mieux gérer les sommes déjà colossales qui sont consacrées à notre système de soins de santé.

Dans les réformes à mener, le MR donnera toujours la priorité aux intérêts des patients et aux conditions de travail et de rémunération de l'ensemble des personnels soignants, qui doivent pouvoir bénéficier d'un cadre de vie, de travail et de rémunération à la hauteur de l'importance des tâches et des missions qu'ils assument dans notre société. Le programme du MR propose d'ailleurs, notamment, une meilleure reconnaissance de l'acte intellectuel, le développement d'un plan d'attractivité des professions de soins, la reconnaissance de la pénibilité de certains métiers infirmiers, des investissements dans la santé mentale ou encore une augmentation des moyens dévolus à la prévention.

- La sortie récente du Président du PS témoigne de cette irresponsabilité structurelle lorsqu'il accuse faussement le MR de vouloir faire des économies dans les soins de santé, alors qu'il s'agit d'en maîtriser la croissance. Les chiffres qu'il lance sont fantaisistes puisqu'ils se comparent avec des estimations techniques et macro-économiques préparées par l'administration, mais sur laquelle les politiques doivent encore faire les arbitrages nécessaires au regard des besoins réels de la population et des réorientations éventuelles des politiques à mener. C'est évidemment bien facile pour distraire l'attention de la foire aux propositions gratuites qui découlent du programme et des propositions du PS dont il se garde bien évidemment de préciser comment il compte les financer.